

Pour que les travailleurs prennent du pouvoir, un projet d'université ouverte

Philippe Vicari

Le Collectif Formation Société (CFS) s'est donné pour objectif il y a près de 30 ans de lutter contre le déterminisme social en œuvrant à l'insertion des adultes marginalisés avec pour idée directrice le projet politique d'une université ouverte. Cette analyse se propose d'en explorer la gestation en examinant comment des aspirations individuelles d'émancipation ont convergé vers un dispositif collectif de formation.

Quel travailleur n'a jamais connu cette immersion dans l'histoire de l'association qui l'emploie ? Ne serait-ce qu'à son entrée en fonction, il se verra plongé dans un passé censé baliser le contexte professionnel dans lequel dorénavant il évoluera. De la confrontation aux vestiges laissés par des années d'activités de l'association, découlera la représentation qu'il se fera de celle-ci et, par conséquent, le récit qu'il en proposera à son tour.

Dans le champ social, la création d'une association est révélatrice d'un problème de société auquel les pouvoirs publics n'apportent pas de solution satisfaisante et qui détermine des individus à réunir leurs forces en vue de tenter une réponse plus appropriée. C'est ainsi que le Collectif Formation Société (CFS) a été fondé il y a près de 30 ans pour donner la possibilité à des travailleurs faiblement scolarisés d'avoir accès à l'enseignement supérieur. Cette volonté politique de combattre le déterminisme social a trouvé une assise dans l'idéal d'une université ouverte qui permette aux adultes, quel que soit leur niveau de formation initiale, d'acquérir les bases nécessaires à la reprise d'études. Ainsi résumée, la naissance de l'association pourrait paraître d'une évidente simplicité. Et pourtant, pour pertinente qu'elle soit, cette présentation appelle une exploration plus approfondie des circonstances dans lesquelles le CFS a été fondé.

L'histoire que cette analyse se propose de traiter se focalise donc sur la période fondatrice du CFS. Quelle a été la gestation de l'association ? De quelle manière son projet a-t-il été élaboré ? Comment des aspirations individuelles d'émancipation ont-elles en définitive convergé vers un dispositif collectif de formation ?

Une mouvance progressiste

Le CFS s'enracine dans la mouvance socialiste du mouvement ouvrier. À la fin des années 60, une série d'initiatives de formation portées par des militants de gauche voient le jour. C'est au départ de la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) que cette dynamique est impulsée à partir de 1967 par René De Schutter, Mohamed El Baroudi et Annie Crolop bientôt rejoints par d'autres intellectuels : tandis qu'à la régionale de Bruxelles une formation pour délégués syndicaux débouche sur l'ouverture de l'Université syndicale, des cours d'alphabétisation pour travailleurs immigrés commencent à être organisés au sein de la permanence du 43 de la rue de Suède à Saint-Gilles¹.

¹Cette expérience est détaillée par René De Schutter, Mohamed El Baroudi et Annie Crolop dans *Les Cahiers du Fil Rouge*, n° 1, 2005-2006 sur <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/cahier1-2.pdf>.

De cette expérience qui procède de la convergence de courants syndicaux, immigrés et intellectuels, et de la mobilisation de ses acteurs dans les luttes sociales des années 70, émane un mouvement d'éducation populaire qui se traduit dans les années 80 par la structuration de plusieurs asbl à la dénomination explicite : le Collectif d'Alphabétisation en 1982, Formation Insertion Jeunes (FIJ) en 1984 et le CFS en 1986². Déclinant leur objectif de formation en fonction des besoins spécifiques de leurs publics destinataires, ces associations entretiendront d'étroites relations.

Relevant également de cette parentèle, l'asbl Développement pour l'Emploi, la Formation et l'Insertion Sociale (DEFIS) naît de la volonté de coaliser l'associatif bruxellois actif en matière de formation et d'insertion des publics marginalisés. Se voulant pluraliste, elle réunit des associations de terrain, des organisations syndicales et éducatives de la FGTB et du MOC ainsi que des centres de recherche de l'ULB et de l'UCL, soit vingt structures à sa constitution en mars 1982, dans le but de déployer une action coordonnée de lutte contre l'exclusion sociale à une époque où la récession économique se fait durement ressentir³.

Directement issu du Groupe Alpha de Saint-Gilles qui s'organise indépendamment à partir de 1972, le Collectif d'Alphabétisation existe en réalité comme association de fait depuis 1977. À la formation proprement dite, s'adjoint rapidement un projet politique : en 1982, il propose une vaste campagne de sensibilisation sur le problème de l'analphabétisme et, en vue de se donner les moyens financiers de ses ambitions, il se constitue en association de droit en mars⁴. Se faisant le relais du plaidoyer de ce membre fondateur, DEFIS avec la complicité de Canal Emploi à Liège, Radio-Télévision-Formation (RTA) à Namur et Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi (FUNOC) réalisent cette campagne qui aboutit à la création de Lire et Écrire (LEE) et à la première journée internationale de l'alphabétisation organisée en Belgique francophone le 8 septembre 1983⁵.

Développant également une réflexion et une critique sur les implications sociales des mesures prises par les pouvoirs publics en matière d'enseignement, DEFIS dénonce à travers la publication du *Cahier noir de l'exclusion scolaire* le vote, en 1983, de la prolongation de l'obligation scolaire à 18 ans comme favorisant davantage encore le décrochage des jeunes défavorisés et renforçant par là même la reproduction des inégalités sociales⁶. C'est à partir de ce diagnostic que pour permettre à ces jeunes de se former professionnellement et s'insérer dans la société, des militants de la FGTB et du Collectif d'Alphabétisation notamment créent en octobre 1984 l'asbl FIJ⁷.

²L'émergence de ce mouvement est relatée par Alain LEDUC, « En l'absence d'une politique publique d'accueil, une expérience associative dans la mouvance de la FGTB de Bruxelles (1968-1989) », *Les Cahiers du Fil Rouge*, n° 20, 2014, pp. 24-36 sur http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/fil_rouge_20_web.pdf.

³Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 2 septembre 1982, n° 10123, pp. 4534-4536.

⁴Soit dans les jours qui suivent la création de DEFIS : Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 3 juin 1982, n° 6479, pp. 2989-2990 ; voir Anne LOONTJENS, *Le Collectif Alpha: 40 ans de recherches, de pratiques et de luttes pour une alphabétisation de qualité pour tous*, Bruxelles, Collectif Alpha, 2013 sur http://www.collectif-alpha.be/IMG/pdf/Le_fil_des_40_ans-2.pdf.

⁵Alain LEDUC, « 1983-2003 : "Lire et Ecrire" à 20 ans ! », Supplément au *Journal de l'Alpha*, n° 137, novembre 2003, pp. 2-3 sur <http://publications.alphabetisation.be/images/documents/leebxl/leebxlpdf/journal%2020%20ans.pdf> et Catherine BASTYNS, Sylvie-Anne GOFFINET et Catherine STERCQ, « Hommage aux pionniers », *Journal de l'Alpha*, n° 190, septembre-octobre 2013, pp. 79-89 sur http://publications.alphabetisation.be/images/documents/journalalpha/ja_190_30_ans_d_alpha.pdf.

⁶Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, *Moniteur belge* du 6 juillet 1983, p. 8832. Philippe PEPIN, Pierre WIBRIN et Bernard HUBLET, *Cahier noir de l'exclusion scolaire. Décrochage et prolongation de la scolarité*, Bruxelles, DEFIS asbl, 1984.

⁷Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 21 janvier 1986, n° 714, pp. 358-359.

Un autre combat de DEFIS est d'obtenir des postes de travail pour les associations membres. Dans le cadre de plans de résorption du chômage, des dispositifs publics d'aide à l'emploi permettaient en effet d'embaucher ; après la création en 1977 des cadres spéciaux temporaires (CST)⁸, un statut de mise à l'emploi de chômeurs de longue durée et peu qualifiés dans le secteur non-marchand, considéré comme un troisième circuit de travail d'où le nom de TCT donné à ce statut, est créé en 1982⁹. Seulement si ces statuts CST et TCT permettent aux associations de se voir financer des postes de travail et d'ainsi renforcer leur action, le mouvement de professionnalisation qu'ils induisent pour l'associatif n'en comporte pas moins en lui-même une certaine contradiction.

Une expérimentation militante

DEFIS fait rapidement le constat que les travailleurs qui occupent alors des postes TCT, étant pour la plupart faiblement scolarisés, restent confinés à des tâches d'exécutant malgré leur expérience. Ils ont donc besoin d'être outillés pour devenir des organisateurs et ne pas laisser le pouvoir décisionnel aux seuls universitaires. Ils ne peuvent cependant accéder à des études supérieures à cause d'un double obstacle. Administratif d'abord : ils ne possèdent pas le titre requis puisqu'ils ne sont en majorité détenteurs que d'un Certificat de l'Enseignement Secondaire Inférieur (CESI). Pratique ensuite : ils sont occupés en journée¹⁰. La création du CFS procède directement du désir d'apporter une réponse à cette situation insatisfaisante.

Entre mai 1985 et décembre 1986, le projet de ce qui deviendra le CFS se construit de manière expérimentale et militante autour de l'idée d'une « université ouverte » inspirée par la lecture de l'ouvrage du psycho-pédagogue Michel Vilain prônant une véritable accessibilité des études supérieures aux autres publics qu'à la seule élite et préconisant à cet effet une série de mesures pour la création d'une structure qui contribue véritablement à l'éducation permanente¹¹. À l'instar des réalisations portées par le Mouvement Ouvrier Chrétien, l'ambition est de créer à Bruxelles une structure laïque et socialiste de formation de cadres.

Dans un premier temps, Alain Leduc, directeur de DEFIS et cofondateur du Collectif d'Alphabétisation et de FIJ, diffuse dans le milieu associatif un courrier présentant une ébauche de projet de « formation universitaire pour adultes » accompagnée d'un questionnaire destiné à cerner les besoins des candidats potentiels¹². À son initiative également, une première réunion se déroule à Schaerbeek, fin septembre 1985,

⁸Loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, *Moniteur belge* du 24 décembre 1977, p. 15204.

⁹Arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, *Moniteur belge* du 26 mars 1982, p. 3419. C'est en effet de cet arrêté que daterait l'appellation officielle de « secteur non marchand » selon Philippe DRYON et Estelle KRZESLO (sous la direction de Mateo ALALUF), *Le secteur non marchand en Belgique. Aperçu des politiques publiques (1970-2000). État des lieux et actualité des relations collectives*, Bruxelles, Centre de Sociologie du Travail, de l'Emploi et de la Formation – TEF (ULB) et Fondation Roi Baudouin, septembre 2000, p. 46 sur

http://www.kbs-frb.be/uploadedFiles/KBS-FRB/Files/FR/PUB_1230_Apercu_des_politiques_publicques.pdf

¹⁰*Vous rêvez de reprendre des études... Étude réalisée par le Collectif Formation Société à la demande du Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique*, Bruxelles, CFS asbl, mai 2004, p. 18.

¹¹Rose-Marie GEERAERTS, « "Vous rêvez de reprendre des études" ou comment l'histoire et les idéaux du CFS asbl aboutirent à la fondation de l'UP de Bruxelles », *Les Cahiers du Fil Rouge*, n° 12, 2009, p. 6 sur <http://ep.cfsasbl.be/sites/cfsasbl.be/ep/site/IMG/pdf/cahier12.pdf>. La thèse de Michel VILAIN, *Pour une université ouverte authentique*, Bruxelles, Présence et Action Culturelles, 1983, est que démocratisation de l'enseignement et démocratie culturelle ne peuvent venir que d'une volonté idéologique sur les plans de la politique éducative, de la gestion éducative et de l'action pédagogique.

¹²Archives CFS : Courrier d'Alain Leduc du 12 mai 1985 et document annexe : *Projet "Université accessible aux travailleurs/chômeurs ayant un dernier diplôme inférieur à A1"*.

chez Rose-Marie Geeraerts, secrétaire de direction à DEFIS, avec Lucienne Van Gelder, formatrice au Collectif d'Alphabétisation, et Mohamed El Yahyaoui, ouvrier et délégué FGTB, également cofondateur et membre du conseil d'administration de FIJ¹³. En vue d'élaborer un programme de formation à leur mesure, ils décident de lancer un groupe de travail auquel ils convient les autres travailleurs associatifs et militants syndicaux qui se sont montrés intéressés¹⁴. Avec Abdel M'Rabet de FIJ, Rosine Pinpurniaux et Gilles Hutereau du Collectif d'Alphabétisation et Edelmiro Gonzalez de la FGTB, accompagnés un temps par Emile Van Kerkhove, ouvrier, délégué FGTB et cofondateur de FIJ, ils se réunissent ensuite un samedi sur deux afin de clarifier leur projet.

À cet effet, ils requièrent l'appui de Peuple et Culture Wallonie (PEC), une association d'éducation permanente ayant déjà travaillé avec le Collectif d'Alphabétisation et FIJ¹⁵. Ensemble, ils réfléchiront à la cohérence de leur projet et à ce qu'ils souhaiteraient voir se mettre en place pour améliorer leur pratique professionnelle et devenir plus militants dans une perspective alliant perfectionnement personnel et émancipation collective¹⁶. Jean-Pierre Nossent de PEC les appelle le « GROUPE B » : « G comme groupe bien sûr, R comme réflexion ou recherche, O comme orientation ou organisation, UP comme université populaire, E comme exclusion sociale et B comme Bruxelles »¹⁷. Après plusieurs séances de préparation, leur formation avec PEC débute réellement en janvier 1986 par un cycle d'entraînement mental destiné à déterminer plus précisément l'adéquation de leur projet à la situation d'insatisfaction dans laquelle ils se trouvent. Dans son rapport d'intervention, l'animateur soulignera combien le groupe se rend compte de l'ampleur du dispositif à mettre en place et de la difficulté d'être à la fois organisateur et public d'une formation, précisant le défi de « transformer des exécutants en décideurs rompus aux arcanes du management social ». Il insiste également sur l'importance d'un « travail d'ajustement des projets individuels dans un projet plus global à créer » étant donné que les participants, s'ils sont porteurs du projet, ne sont pas à son origine, et que leurs attentes personnelles divergent avec pour conséquence, selon lui, un manque de cohérence du groupe¹⁸. Une dimension à laquelle une attention toute particulière sera ultérieurement accordée malgré les remous que ce rapport et sa remise préalable à Alain Leduc provoquèrent un moment¹⁹.

Étant lui-même universitaire, celui-ci ne participe pourtant plus aux réunions du groupe lorsque celui-ci est pris en main par PEC en décembre 1985 ; ce qui ne l'empêche pas de l'appuyer par la recherche de financements ainsi que par la négociation d'un congé éducation auprès de la FGTB²⁰. C'est d'ailleurs pour répondre au formalisme nécessaire aux relations établies avec d'autres structures qu'à cette époque le groupe devient une association de fait dont le président est Mohamed El Yahyaoui, le trésorier Gilles Hutereau et la secrétaire Rose-Marie Geeraerts²¹ : le « Collectif Formation/Société »²². Le CFS est né.

¹³ Archives CFS : Courrier d'Alain Leduc du 19 septembre 1985.

¹⁴ Archives CFS : Courrier de Mohamed El Yahyaoui, Rose-Marie Geeraerts et Lucienne Van Gelder du 20 octobre 1985.

¹⁵ Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 28 octobre 1985.

¹⁶ Archives CFS : Compte rendu des réunions du 8 et 18 novembre et 9 décembre 1985, 6 et 11 janvier et 5 février 1986.

¹⁷ Archives CFS : Courrier de Jean-Pierre Nossent (PEC Wallonie) au GROUPE B du 27 novembre 1985.

¹⁸ Archives CFS : *Rapport de formation-intervention de PEC Wallonie pour l'analyse de la commande de formation du Collectif Formation Société* par Marcel Etienne [Suite aux séances des 11 et 25 janvier et 1^{er} et 8 février 1986].

¹⁹ Archives CFS : Courrier de Rose-Marie Geeraerts à Marcel Etienne du 4 mars 1986 ; Courrier d'Alain Leduc à Jean-Pierre Nossent du 10 mars 1986 ; Courrier de Marcel Etienne au Collectif du 18 avril 1986 en réponse à « l'affaire » ou encore « l'incident » du rapport selon ses propres mots..

²⁰ Archives CFS : Courrier d'Alain Leduc « Au petit groupe qui... » du 8 décembre 1985 demandant de clarifier son statut et énonçant ce qu'il pense pouvoir apporter. Compte rendu des réunions du 9 décembre 1985 et du 6 janvier 1985. Courrier du « Collectif Formation/Société » à Alain Leduc du 12 janvier 1986.

²¹ Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 9 décembre 1985.

²² Archives CFS : Courrier de Rose-Marie Geeraerts à Jean-Pierre Nossent du 31 décembre 1985 : le nom y apparaît pour la première fois et Rose-Marie Geeraerts de préciser : « Comme vous pouvez le constater, notre groupe porte maintenant un nom. »

Une cohésion structurée

À la suite du cycle dispensé par PEC, Alain Leduc propose de poursuivre en mars 1986 par un travail sur la formation individuelle, la formation de groupe et les outils d'interventions directement utiles sur les lieux professionnels²³. Parallèlement, il crée un groupe d'accompagnement constitué de Suzanne Beer, formatrice à la FGTB et ancienne coordinatrice de la cellule de reconversion Cavell, de Valter Cortese, psychopédagogue à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et conseiller pédagogique à DEFIS et d'Andrea Rea, sociologue en charge du pôle jeunes à DEFIS et ancien animateur à l'Université Ouvrière du Centre d'Action Sociale Italien (CASI-UO). Ces formateurs et les membres du Collectif se rencontrent fin avril afin de se répartir les tâches et mettre au point le travail des mois de mai et juin durant lesquels ils se réuniront quatre soirs par semaine en se concentrant sur la formation collective à partir de plusieurs axes répartis en groupes de travail : le programme proprement dit, les finances, la certification et l'histoire collective²⁴.

Le Groupe Programmation prévoit un programme étalé sur trois ans et comprenant 300 heures par an. Les deux premières années seraient subdivisées en trois thèmes (race, individu, famille la première année ; travail, religion, culture la deuxième année) et dix méthodes (entraînement mental, analyse de soi, analyse systémique, analyse institutionnelle, analyse scientifique, sociologie, philosophie, connaissance de la langue, expression écrite, expression orale). La troisième année serait principalement consacrée aux travaux pratiques individuels et en groupe²⁵.

Le Groupe Financement envisage plusieurs possibilités. À court terme une demande d'aide au lancement adressée au Collectif d'Alphabétisation auprès de Catherine Stercq et à FIJ auprès de Frédérique Mawet, mais également à la Maison Médicale de Forest et à la Maison en Plus auprès de Michel Roland et Carole Grandjean, et enfin à la Centrale Culturelle Bruxelloise. À moyen terme, des demandes de subsides à la Commission française de la Culture en tant qu'association belgo-immigrée, une demande de CST-TCT, une demande de reconnaissance en Éducation permanente à la Communauté française pour la formation de cadres mais aussi un local dans une des Maisons et un détachement de personnel d'associations. À long terme, des détachements de la Promotion sociale et d'écoles d'assistants sociaux²⁶.

Le Groupe Reconnaissance-Certification projette une collaboration avec les Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS) qui s'occupent de Promotion sociale pour acquérir le niveau A2 et surtout avec l'École Ouvrière Supérieure (EOS) qui propose une filière sociale en soirée et même un examen d'admission pour les personnes non titulaires du Certificat de l'Enseignement Secondaire Supérieur (CESS)²⁷ ; après rencontre avec des enseignants de cette dernière, il s'avère qu'une collaboration n'est momentanément pas possible²⁸.

Enfin, le Groupe Histoire collective vise à « repérer les éléments qui peuvent se recouper dans l'histoire de chacun dans le but de définir le public auquel s'adresse la formation » en se focalisant sur le niveau scolaire, l'attitude vis-à-vis de l'école, l'attitude des parents vis-à-vis de l'école ainsi que l'expérience et l'attitude dans le travail²⁹. Ce travail d'écriture collective des itinéraires de formation de chaque membre du groupe doit permettre d'élaborer un programme et d'organiser une publicité adaptés à un public élargi, composé de personnes dont le niveau est inférieur à A2 ou qui seraient issues des cours d'alphabétisation. Début septembre, le texte de « Présentation du projet du Collectif Formation Société » est rédigé pour les

²³Archives CFS : Courrier d'Alain Leduc du 25 février 1986.

²⁴Archives CFS : Courrier d'Alain Leduc au Collectif formation société du 2 avril 1986, compte-rendu de la réunion du 30 avril 1986 et *Programme des réunions du Collectif Formation Société du 6-5 au 21-6-86*.

²⁵Archives CFS : Compte rendu de la réunion du Groupe Programmation du 6 mai 1986.

²⁶Archives CFS : Compte rendu de la réunion du Groupe Financement du 22 mai 1986.

²⁷Archives CFS : Compte rendu de la réunion du Groupe Reconnaissance-Certification du 22 mai 1986.

²⁸Archives CFS : Compte rendu de la visite de l'E.O.S. du 2 juin 1986.

²⁹Archives CFS : Compte rendu de la réunion du Groupe Histoire collective du 14 mai 1986. Ce travail aboutit à une synthèse datée du 9 juin 1986.

pouvoirs subsidants et les associations partenaires pressenties. Il est ensuite retravaillé de manière plus détaillée pour le groupe d'accompagnateurs³⁰. Le mois suivant, la grille du programme est revue et un dépliant est en préparation, avec pour logo des escaliers, en symbolique des étapes du processus pédagogique, de la progression dans et par la formation³¹.

Tandis que du côté du CFS, le projet prend forme, le Groupe des animateurs-Formateurs (GAF) qui se met en place durant l'automne 1986 souhaite des clarifications tant en ce qui touche le contenu du programme que les rôles respectifs et communs portés par le GAF et CFS³². Outre la prise de contact avec des formateurs pressentis, son accompagnement consiste à veiller à ce que la formation permette l'acquisition de capacités sociales et professionnelles nouvelles et s'articule avec les dispositifs déjà en place dans les diverses Maisons. Dans cette perspective et dans un contexte de négociation permanente avec le CFS, le GAF se voit échoir la responsabilité pédagogique de la formation et se charge alors de redéfinir les contenus de manière plus collective d'appartenance à un mouvement social³³.

Un partenariat associatif

Le CFS a bénéficié dès le départ du soutien de la mouvance associative dont il émane. Lorsqu'il doit trouver des locaux pour accueillir la formation, il peut également compter sur elle. Son siège est établi au domicile de Rose-Marie Geeraerts (80 rue Royale à Schaerbeek) mais ses réunions de travail se tiennent depuis un temps déjà dans les locaux de la Maison du Canal (20 rue du Ruisseau à Molenbeek), une extension du Collectif d'Alphabétisation créée dès 1982 et réunissant plusieurs partenaires dont la FGTB³⁴. Une proposition concernant l'occupation de locaux à Schaerbeek est faite début septembre par l'asbl Développement, Économie, Éducation populaire (DEEP), fondée en août 1986 par des militants de DEFIS, du Collectif d'Alphabétisation et de FIJ, avec pour objet la gestion et le développement d'initiatives et d'infrastructures de formation et d'animation pour des publics peu qualifiés³⁵. Si le groupe hésite à rester à la Maison du Canal, son choix se porte finalement sur la Maison en Plus à Forest (18 place Saint-Denis), qui développe une action préventive dans le domaine de la santé et, depuis 1984, lutte aussi contre l'exclusion sociale, professionnelle et éducative en additionnant les forces de la Maison médicale de Forest, du Centre de Guidance Chapelle aux Champs de Woluwe, du Collectif d'Alphabétisation de Saint-Gilles, d'Infor-Justice d'Uccle, du Regroupement Démocratique Marocain (RDM) de Schaerbeek et de la FGTB³⁶. En juin 1987, le CFS intégrera, tout comme le FIJ, l'assemblée générale et le conseil d'administration de la Maison en Plus³⁷. Le réseau de l'association s'élargit.

En matière de reconnaissance, de nouvelles portes s'entrouvrent à l'ULB par l'entremise de Mateo Alaluf, responsable du Comité d'Études sur les Problèmes de l'Emploi et du Chômage (CEPEC), une association

³⁰ Archives CFS : Annexe au courrier de Gilles Hutereau du 3 septembre 1986 et annexes au compte rendu de la réunion du 6 septembre 1986.

³¹ Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 7 octobre 1986 et compte rendu de la réunion du 17 octobre 1986.

³² Archives CFS : Courrier de Suzanne Beer du 28 octobre 1986.

³³ Archives CFS : Courrier de Suzanne Beer du 4 novembre 1986, compte rendu de la réunion du 8 novembre 1986 et G.A.F., *Proposition de programme de formation pour C.F/S.*, 18 novembre 1986.

³⁴ Plusieurs "Maisons" avaient été créées dans le cadre du développement du Collectif d'Alphabétisation ; les différents partenaires contribuaient aux frais de fonctionnement en fonction de leurs moyens : Anne LOONTJENS, *Le Collectif Alpha...*, *op. cit.*, p. 6.

³⁵ Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 9 octobre 1986, n° 28551, p. 13315. Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 6 septembre 1986.

³⁶ Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 26 septembre 1986. Créée en 1982 à l'initiative des trois premières structures, la Maison en Plus élargit son champ d'action lorsqu'elle est rejointe en 1984 par les trois dernières : Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 14 octobre 1982, n° 12579, pp. 5698-5699 et Annexe au *Moniteur belge* du 21 janvier 1986, n° 712, pp. 357-358.

³⁷ Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 8 octobre 1987, n° 15094 et n°15095, p. 6785.

membre de DEFIS³⁸. En vue de la reconnaissance de la formation par la Promotion sociale de Saint-Gilles, le CFS rejoint un groupe de travail réunissant le Collectif d'Alphabétisation, le FIJ et DEFIS³⁹. Parallèlement, le projet de collaboration avec l'EOS se met progressivement en place avec sa directrice Janine Verbist tandis que les contacts avec Albert Faust de la FGTB débouchent bientôt sur l'obtention du congé éducation⁴⁰.

En ce qui concerne le financement, les contacts s'intensifient avec la Commission française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles qui avait déjà accordé une première subvention pour les frais de fonctionnement de l'année 85-86 ainsi qu'avec le Service de l'Éducation permanente de la Communauté française⁴¹. Aux fins d'obtenir des pouvoirs publics les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du module de formation, il est décidé de constituer une asbl et fin 1986, ses statuts sont déposés au greffe du tribunal de commerce. Son objet social est « d'organiser des cycles de formation pour adultes et toutes autres activités de nature visant à permettre à des travailleurs de reprendre des études en vue d'une promotion individuelle et collective »⁴². Étant donné la lourdeur induite par le triple rôle du groupe de base (être stagiaires dans un programme de formation, être organisateurs de cette même formation et être gestionnaires d'une asbl), Alain Leduc proposera d'élargir le conseil d'administration et l'assemblée générale aux membres du GAF⁴³. La concrétisation du projet du CFS implique encore de répondre à un besoin de permanents ; à cet effet, le Collectif d'Alphabétisation détachera sous peu Lucienne Van Gelder tandis que FIJ confiera un poste TCT à Rose-Marie Geeraerts.

En attendant, la « Formation d'animateurs formateurs d'adultes » peut démarrer. Outre les membres du GAF, l'équipe de formateurs se compose de chercheurs du CEPEC et d'enseignants du Collectif d'Alphabétisation et de l'Association belge pour la lecture ainsi que de formateurs de PEC Wallonie et de la FGTB. Rassemblant le groupe de base et une douzaine d'autres travailleurs associatifs, la formation débute en janvier 1987 avec le premier cycle « Des méthodes » conçu comme préparatoire, un cycle de base proposant les prérequis pour pouvoir intégrer des formations supérieures dès la rentrée académique de septembre 1987. Son slogan : « Vous rêvez de reprendre des études ? »⁴⁴

Prendre du pouvoir

De quelle manière appréhender la création du CFS dans le cadre plus global d'une histoire associative ? L'exploration des archives de l'association témoignent de ce qu'il aura en définitive fallu du temps – un an et demi – pour que le projet d'université ouverte de ce qui deviendra le CFS dans sa forme primitive se concrétise. Il s'agissait au départ d'une idée soumise à quelques travailleurs TCT et autres syndicalistes qui, désireux au moins d'améliorer leurs compétences pour dépasser le rôle d'exécutant qui leur était assigné, au mieux d'acquérir des connaissances leur permettant de reprendre des études, se la sont rapidement appropriée et l'ont nourrie, patiemment. À l'arrivée, ces aspirations d'ordre individuel ont débouché sur une véritable filière de formation dont ils n'étaient plus les seuls bénéficiaires mais dont la complète maîtrise – si tant est qu'ils l'aient jamais eue – leur échappera progressivement.

Lors du vingtième anniversaire du CFS, son président Alain Leduc en louait l'initiative par l'équipe qui avait de la sorte « pris le pouvoir » et soulignait expressément l'analogie avec le dessein originel de l'association⁴⁵. De fait créé avec le désir de voir s'émanciper le monde du travail, pour que ces travailleurs acquièrent

³⁸ Archives CFS : Courrier de Suzanne Beer du 4 novembre 1986.

³⁹ Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 20 novembre 1986.

⁴⁰ Les tractations se poursuivront plusieurs mois et se concrétiseront pour la rentrée de septembre 1987.

⁴¹ Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 6 septembre 1986.

⁴² Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 12 février 1987, n° 2118, p. 1028.

⁴³ Archives CFS : Compte rendu de la réunion du 5 juin 1987. Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 14 avril 1988, n° 5280, p. 2470.

⁴⁴ Archives CFS : Dépliant de présentation du cycle de formation « Des méthodes » de janvier à juin 1987.

⁴⁵ DVD *AG ouverte de CFS, 16 mai 2006*, CFS asbl et Banlieues asbl, juillet 2006.

davantage de pouvoir au sein de leur organisation mais également dans leur existence, le CFS a emprunté avec eux un processus d'éducation populaire propice à augmenter leur puissance d'agir. Le travail consacré à l'histoire collective fut fut à ce titre déterminant. Il a permis d'identifier dans la trajectoire de chacun des membres du groupe de base les similarités qui les autorisaient à dépasser la violence symbolique de la reproduction sociale : en comprenant la multiplicité des paramètres qui entraînent en ligne de compte pour expliquer leur situation de sous-qualification, ils ont pris conscience de leur capacité à renverser la donne et se sont projetés vers les nouveaux possibles que pouvait leur offrir une université ouverte.

Seulement ce projet d'université ouverte sera touché d'évanescence avec la formalisation croissante du secteur de l'insertion socioprofessionnelle par les pouvoirs publics, même s'il persistera comme valeur fondamentale de l'action du CFS et sera finalement ravivé plus tard pour donner naissance, en 2009, et toujours avec la complicité de la FGTB, de l'EOS et de l'ULB, à l'Université Populaire de Bruxelles⁴⁶. Dans l'intervalle par ailleurs, et malgré la diversification de son action de formation, le CFS aura maintenu un dispositif de préparation à la reprise d'étude en l'adaptant au fil du temps⁴⁷. Par ailleurs, si la création de l'association répondait à une volonté partagée par plusieurs personnes d'apporter une réponse à un problème, certaines en pâtissaient personnellement et d'autres non. À cet égard, le rôle croissant joué par le groupe d'intellectuels, la domination qu'il a peu à peu exercée sur le projet et par la force des choses sur le groupe de base, tout en dépossédant quelque peu ce dernier de sa démarche, aura néanmoins abouti à affiner son efficacité

Toujours est-il que le projet originel, en prenant de l'envergure, n'aurait pu aboutir sans l'appui de partenaires partageant les mêmes convictions concernant le droit à l'éducation pour tous. La création du CFS démontre ainsi combien il est difficile d'entrevoir une histoire associative sans prendre en considération l'histoire de son réseau, sans souligner l'apport des associations et l'intervention des individualités qui en additionnant leurs forces ont permis au projet de se consolider.

⁴⁶ Associations sans but lucratif, Annexe au *Moniteur belge* du 15 avril 2009, n° 54858, p. 1028. Rose-Marie GEERAERTS, « "Vous rêvez de reprendre des études" ... », *op. cit.*, p. 9.

⁴⁷ *Vous rêvez de reprendre des études...*, *op. cit.*, pp. 19-28.